



**HAL**  
open science

## Les étudiants kenyans en Inde, la naissance d'une contre-élite africaine (1947-1955)

Hélène Charton

► **To cite this version:**

Hélène Charton. Les étudiants kenyans en Inde, la naissance d'une contre-élite africaine (1947-1955).  
Les Cahiers de l'IFRA, 1998, 13, pp.26-57. halshs-02433043

**HAL Id: halshs-02433043**

**<https://shs.hal.science/halshs-02433043>**

Submitted on 8 Jan 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les étudiants kenyans en Inde, la naissance d'une contre-élite africaine (1947-1955)

Hélène Charton

► **To cite this version:**

Hélène Charton. Les étudiants kenyans en Inde, la naissance d'une contre-élite africaine (1947-1955).  
Les Cahiers de l'IFRA, IFRA Nairobi, 1998, 13, pp.26-57. halshs-02433043

**HAL Id: halshs-02433043**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02433043>**

Submitted on 8 Jan 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Les étudiants kenyans en Inde : la naissance d'une contre-élite africaine (1947-1955).**

Hélène Charton

Le 15 août 1947, l'Inde se libère de la tutelle britannique. L'indépendance de ce pays ouvre une ère nouvelle pour l'ensemble du monde colonial. L'impact de l'événement est amplifié au Kenya par la présence d'une communauté indienne importante - témoignage de l'intensité des liens tissés depuis longtemps de part et d'autre de l'océan indien.

Le gouvernement de l'Inde indépendante s'engage alors dans une politique systématique de dénonciation des régimes coloniaux. Il soutient, de façon plus ou moins ouverte, les mouvements nationalistes des territoires encore dominés ; la promotion d'études supérieures en Inde pour les ressortissants des colonies apparaît comme un aspect de cette stratégie. En effet, la majorité des 70 bourses du *Government of India's Scheme for the award of Scholarships for the Promotion of Cultural Relations between India and Foreign Countries*<sup>1</sup>, mises en place en 1947, concernent des étudiants de territoires coloniaux (principalement asiatiques)<sup>2</sup>.

L'Inde, pays pionnier des Indépendances, cherche donc à jouer un rôle moteur dans la lutte anticoloniale. C'est précisément ce rôle que nous souhaitons évaluer dans le cas de la colonie du Kenya, à travers la formation de ses étudiants en Inde entre 1947 et 1955. En effet, le développement de ces filières d'études pose la question de l'émergence d'un nationalisme africain original issu de l'expérience indienne.

---

<sup>1</sup>Public Record Office (PRO), Londres, CO/822/143/7. Ses modalités sont précisées dans une circulaire des affaires étrangères de l'Inde, datée du 29/08/1949. "Indians in East Africa, political, social and economic position".

<sup>2</sup>Le programme touche une vingtaine de pays. Indonésie (3), Chine (2), Népal (3), Afghanistan (3), Iran (2), Egypte (3), Afrique du sud (2), British east Africa (4), Malaisie (2), Burma (2), Ethiopie (2), Ceylan (2), Siam (2), Philippines (2), Indochine (1), Tibet (1), Turquie (1), Colonies portugaises (1), Ile Maurice (1), Nigeria (1). Trente de ces bourses sont, d'autre part, réservées à des étudiants d'origine indienne.

C'est dans le cadre de ce programme que deux Africains du Kenya partent pour la première fois étudier en Inde en 1947. A cette date, l'éducation secondaire des Africains de la colonie est encore marginale et les études supérieures font timidement leur apparition. En effet, les autorités coloniales prennent conscience de la nécessité de former une élite africaine occidentalisée et dévouée, susceptible d'être intégrée aux rouages de l'administration. Les études en Inde permettent aux Africains de contourner les limites tant quantitatives que qualitatives du système colonial de formation ; elles favorisent ainsi l'émergence d'une élite potentiellement subversive car formée en dehors des schémas coloniaux. Mais ces filières nouvelles présentent un autre danger pour l'autorité coloniale. En effet, ces programmes suscitent, sur le territoire de la colonie, l'adhésion et les encouragements conjoints des communautés indiennes et africaines ; en altérant ainsi la stratégie coloniale du cloisonnement de ces populations, ils font peser sur le pouvoir la menace de l'émergence d'un front anticolonial. Mais l'administration n'a guère de moyens de s'opposer à ces initiatives. Elle est alors contrainte d'entériner la formation d'une élite non contrôlée qui précipite sa stratégie de responsabilisation progressive des Africains. L'effritement du système de domination colonial semble, en 1947, être consommé.

## L'Inde au secours des carences éducatives des Africains du Kenya

Les formations supérieures qui s'ouvrent en Inde, en 1947, rencontrent un très grand succès auprès des Africains des territoires britanniques d'Afrique de l'Est. Ce phénomène traduit l'immense soif d'éducation de cette communauté. En effet, ces nouvelles filières permettent de contourner les limites quantitatives et qualitatives du système éducatif colonial, tout en nourrissant les revendications de cette élite en gestation dirigées contre la domination européenne.

En 1947, deux étudiants kenyans, John Seroney et Geoffrey Mwalenga, partent étudier en Inde grâce à des bourses du gouvernement indien. Le système s'institutionnalise ensuite : deux bourses sont attribuées en 1949, puis trois en 1950 et quatre l'année suivante. Mais ce programme semble également initier une dynamique nouvelle : dans son sillage, les opportunités de formation secondaire et supérieure se multiplient. Ces offres émanent d'organismes ou de personnalités privées comme les *M.P. Shah Scholarship* ou le *Tata Trust Scholarship* ; certains établissements universitaires invitent aussi directement des étudiants africains<sup>3</sup>. En 1950, alors que le gouvernement indien n'offre que trois bourses, dix Africains du Kenya étudient dans ce pays<sup>4</sup>. Les candidatures ne cessent alors d'affluer. En 1950, le service d'immigration de la colonie enregistre onze demandes de passeports pour l'Inde pour des raisons éducatives et, cette même année, 16 candidats se disputent les trois bourses du gouvernement ; ils sont 31 en 1951 et 66 l'année suivante<sup>5</sup>.

La forte attraction de l'Inde sur les jeunes kenyans est d'autant plus remarquable qu'elle nécessite de la part de ces étudiants un investissement financier souvent lourd. Les bourses du gouvernement couvrent l'intégralité des frais de scolarité des lauréats qui bénéficient également d'une allocation annuelle de 200 roupies (soit 15£). Ils doivent cependant financer eux-mêmes leur voyage (ce qui souvent pose problème)<sup>6</sup>. En revanche, les étudiants indépendants assument la totalité de leurs frais de scolarité. Or l'augmentation constante de ce dernier type de candidatures souligne la détermination des étudiants, peu découragés par ces contraintes financières. Pour ceux qui n'ont pas réussi à franchir toutes les étapes d'un système éducatif hautement sélectif, l'Inde apparaît comme leur dernière chance de réintégrer un cursus académique. A la différence des boursiers du gouvernement, en principe titulaires du *Cambridge School Certificate* ou de la *London University Matriculation*, les étudiants indépendants s'insèrent dans le système indien à tous les niveaux, du

<sup>3</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2856, 20/10/53, *Government of India Scholarships - Meeting of selection committee*.

<sup>4</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2591, réponse à une question parlementaire, posée le 24 juin 1950.

<sup>5</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2856, *Applications for the Award of a Government of India Cultural Scholarship*, 1953-54, 6/12/52 et pour 1954-55, document du 20/10/1953.

<sup>6</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2856, 3/09/1953. Circulaire du Haut Commissaire à l'Inde dans les territoires Britanniques d'Afrique centrale et orientale.

secondaire au supérieur<sup>7</sup>. L'ampleur de cette demande éducative reflète, dans la diversité de ses formes, les carences de la formation des Africains de la colonie du Kenya.

Deux des six établissements secondaires de la colonie offrent, en 1947, un cursus complet de six ans débouchant sur le *Cambridge School Certificate*<sup>8</sup>. Les lauréats peuvent alors poursuivre des études supérieures en entrant notamment au collège de Makerere en Ouganda qui draine tous les étudiants d'Afrique orientale et australe. Mais pour la grande majorité des élèves du secondaire, le parcours s'achève avec le *Junior Secondary School Certificate*<sup>9</sup> (quatre ans), parfois couronné par une formation d'instituteur au *Teacher's Training College* de Kagumo. En 1947, 65 étudiants kenyans sont inscrits à Makerere ; pourtant - et en dépit d'une sélection sévère - les opportunités offertes par ses diplômes demeurent modestes. En effet, à partir de 1945, le gouvernement colonial offre des bourses à certains étudiants pour parfaire leur formation au Royaume-Uni (les critères de sélection sont parfois obscurs) ; ils sont dix dans ce cas en 1947. Ce sont eux qui occupent les quelques postes intéressants ouverts aux Africains dans l'administration ; Makerere devient alors une nouvelle étape dans le parcours éducatif colonial.

En 1947, l'acquisition d'un diplôme universitaire pour un étudiant africain du Kenya relève donc du défi. On comprend alors le grand succès des nouvelles filières indiennes qui se développent précisément à mesure que les blocages du système éducatif de la colonie se font plus sensibles. Les diplômés du secondaire sont chaque année plus nombreux<sup>10</sup>, (grâce notamment aux réformes initiées par le rapport Beecher en 1949), mais leurs débouchés restent limités lorsqu'ils ne se réduisent pas. Le nombre de places à Makerere progresse de façon lente, (90 en 1950), tandis que les bourses coloniales sont toujours distribuées avec parcimonie. Enfin, en 1953, les universités d'Afrique du sud ferment leurs portes aux Africains de la région. Ce pays avait formé, depuis les années 1930, de nombreux étudiants indépendants<sup>11</sup>.

Si les universités indiennes accueillent une partie des exclus et des déçus du système éducatif colonial, elles offrent également une alternative qualitative en proposant une très grande variété de cursus. C'est ce que révèle l'analyse des filières choisies par les candidats.

Les candidatures de 1953 et 1954 expriment des tendances nouvelles. Le niveau général des postulants s'élève. Un tiers des candidats, pour l'année 1953, vient de Makerere et, phénomène inédit, 26% d'entre eux sont, l'année suivante, en dernière année de secondaire au moment de leur demande. Les formations indiennes permettent aux postulants d'échapper aux filières réductrices de

<sup>7</sup>Archives nationales de Nairobi, ED/I/2578, 16/05/1951. Offres de bourses de la part de du gouvernement de l'Inde ouvertes aux Indiens et aux Africains d'Afrique de l'Est.

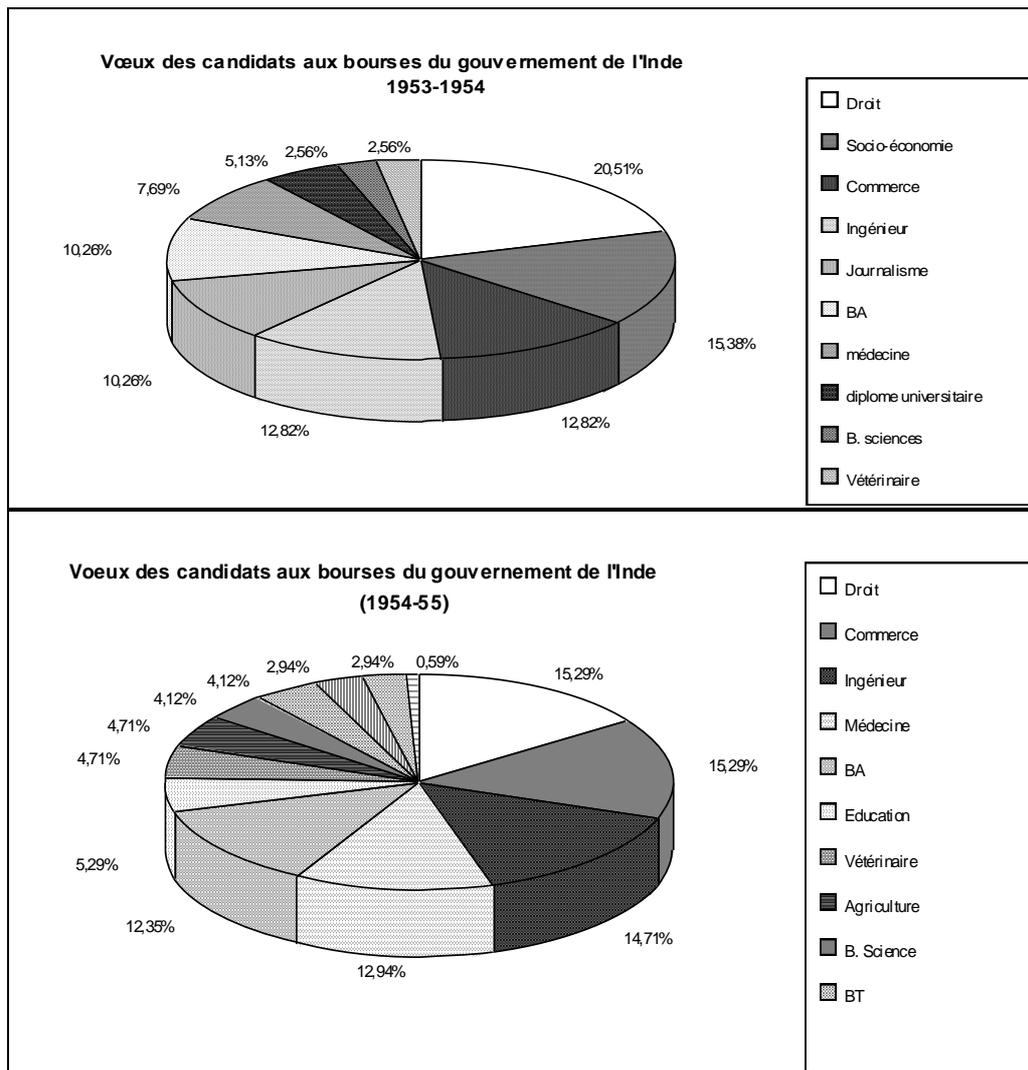
<sup>8</sup>Il s'agit de l'*Alliance High School*, établissement fondé par la *Church of Scotland Mission*, à Kikuyu (*Central Province*) et de l'établissement catholique de Mangu ; tous deux scolarisent à ce niveau, 70 élèves.

<sup>9</sup>Maseno, et Yala, les plus anciens, situés dans le Nyanza (Ouest du Kenya), la *Coast Junior Secondary School* et enfin, depuis janvier 1946, la première école secondaire gouvernementale à Kakamega.

<sup>10</sup>La colonie compte 13 écoles secondaires en 1950 et 18 en 1955.

<sup>11</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2342.

Makerere. Les étudiants de l'établissement ougandais ont le choix entre des diplômes d'agriculture, de sciences, de lettres ou encore de sciences vétérinaires et médicales. Or les programmes indiens ne sont pas restrictifs, ils proposent même des formations dans des domaines volontairement fermés aux Africains, comme le droit, la médecine ou encore le commerce. Les vœux des candidats aux bourses du gouvernement de l'Inde, représentés dans le graphique suivant, montrent que ce sont précisément ces filières qui sont privilégiées :



Sources : *Listes des candidatures aux bourses du gouvernement de l'Inde pour 1953-54 et 1954-55*<sup>12</sup>.

Aucun de ces "cursus phares" (droit, commerce, études d'ingénieur ou médecine) n'est proposé à un niveau universitaire, en Afrique de l'est. Les choix des candidats témoignent de leur volonté de s'affranchir des contraintes du système éducatif colonial : ils semblent ainsi revendiquer un désir d'autonomie. En effet, la formation supérieure des Africains est conditionnée par les besoins de l'administration. Les diplômes de Makerere correspondent à des fonctions clairement définies et

<sup>12</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2856, *Applications for the Award of a Government of India Cultural Scholarship 1953-54*, 6/12/52 et pour 1954-55, document du 20/10/1953.

dans le cas de bourses d'études en Grande-Bretagne, ce sont les départements du gouvernement qui présentent leurs candidats. La fabrication de l'élite obéit donc à une stratégie d'intégration progressive des Africains à l'appareil administratif de la colonie. Mais cette volonté de contrôle engendre des déséquilibres importants dans les formations proposées. C'est le département d'éducation qui reçoit le plus grand nombre de diplômés. Ceux-ci sont intégrés dans les écoles secondaires africaines dirigées par des Européens, ce qui sert la politique de développement scolaire à tous les niveaux. Lorsqu'ils en ont le choix, les étudiants préfèrent donc les filières "libres", comme la médecine ou le droit, précisément bannies des stratégies coloniales.

La médecine est une profession réservée aux Européens ou aux Indiens. Les "médecins" indigènes (sortis de Makerere) exercent dans des conditions spécifiques, définies par les autorités coloniales. Entre 1945 et 1955, un seul étudiant africain a bénéficié d'une bourse pour effectuer des études complètes de médecine en Angleterre. Cette hiérarchisation des diplômés permet de préserver un ordre colonial qui repose, au Kenya, sur la discrimination entre les différentes communautés. C'est la même logique qui explique la très grande méfiance des autorités coloniales à l'égard des études de droit entreprises par des Africains. Dans la culture anglo-saxonne, le droit est étroitement associé au pouvoir. Ouvrir ces formations aux Africains des colonies reviendrait à leur donner les moyens de leur révolte. L'attitude des autorités coloniales sur ces questions est clairement exprimée dans une circulaire gouvernementale adressée au doyen de Makerere en 1950 :

*"In general, it is felt that nothing should be done to encourage students to become barristers or solicitors and that wherever possible they should be persuaded to train for one of the other professions, where the need for trained men is so immeasurably greater. Advocates are not allowed in the Natives Courts, and this prohibition will be retained in the new Ordinance which is now in draft, so that potential African lawyers cannot expect to make a living on this field. (...) There may be however cases in which a student is financially independent and is determined to read law. In these cases, I think you will agree that it will be advisable to assist him to take it in England rather than in India. Members of the Bar in India are eligible to practice in Tanganyika, but if Africans must be lawyers then we would prefer them to learn their law in England<sup>13</sup>."*

Dans ce contexte, le gouvernement colonial s'inquiète de la facilité avec laquelle les étudiants africains peuvent désormais étudier le droit en Inde ; le premier boursier de ce pays, John Seroney, choisit d'ailleurs cette formation, dès 1947<sup>14</sup>. Mais si ces filières heurtent les stratégies coloniales, ce sont les modalités même de l'enseignement du droit en Inde qui semblent inquiéter le pouvoir, dans la mesure où il ne peut pas les contrôler. Ces formations sont alors soupçonnées de diffuser des idées anticoloniales. Les parcours des leaders nationalistes comme, Gandhi et Nehru, tous deux avocats, ne sont pas étrangers à ce sentiment de menace.

Les nouvelles filières de formation, qui s'ouvrent en Inde après 1947, offrent donc un espace de liberté aux étudiants africains du Kenya, dans la mesure où elles sont déconnectées des besoins du gouvernement colonial. Mais c'est précisément ce vent de liberté qui vient de l'Inde qui inquiète

<sup>13</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2985, Circulaire administrative du 5/07/50.

<sup>14</sup>*The Colonial Times*, 3/01/1948.

l'administration. En échappant à son contrôle, ces cursus forcent les stratégies déployées par le pouvoir pour maîtriser la fabrication de l'élite africaine. Il redoute alors que l'Inde, fraîchement indépendante, ne devienne une pépinière de nationalistes.

Mais ces craintes se nourrissent aussi de l'expérience des premiers nationalistes du Kenya, pionniers des formations indépendantes. En effet, les figures prééminentes des associations politiques de la colonie se sont forgées une éducation à l'étranger, à une époque où les écoles secondaires étaient inexistantes. Mbiyu Koinange inaugure cette "tradition" aux Etats Unis en 1927. Deux ans plus tard, Jomo Kenyatta prend la relève mais cette fois en Angleterre, où il restera 17 ans ; il reçoit alors une formation supérieure à la *London School of Economics*. Enfin, Eliud Mathu, le premier Africain à siéger au Conseil législatif du Kenya en 1944, obtient un diplôme universitaire en Afrique du sud. De retour au Kenya, ces anciens étudiants indépendants militent pour la promotion des études des Africains au sein d'associations politiques plus ou moins radicales. L'éducation est au cœur des premières revendications politiques dans la mesure où la faiblesse du niveau de qualification des Africains est invoquée par les autorités coloniales pour justifier leur mise en dépendance politique et économique. Le premier mémorandum de la KAU<sup>15</sup> (*Kenya African Union*), adressé au secrétaire d'Etat aux colonies en 1945<sup>16</sup>, accordait une place importante aux questions éducatives. Plus tard, en 1947, Mbiyu Koinange, expose la situation d'arriération scolaire dont sont victimes les Africains du Kenya, lors d'une visite au Colonial Office<sup>17</sup>. Pour lui, seul l'accès à une éducation supérieure peut permettre à cette communauté de s'élever dans la hiérarchie sociale et politique du territoire. Mais les opportunités existantes sont trop faibles. En dépit des efforts déployés par Makerere depuis vingt ans, ses résultats restent médiocres en comparaison de ceux d'Achimota College, en Gold Coast, ou encore de Fort Hare, en Afrique du Sud. En effet, entre deux étudiants sortis de *l'Alliance High School*, celui qui poursuit ses études à Makerere ne sera jamais qu'un "mock doctor" avec un niveau égalant à peine celui de la *London Matriculation*, tandis que son collègue rentrera de Fort Hare avec un vrai diplôme universitaire. Koinange enjoint donc les autorités d'améliorer la situation scolaire de la colonie en conférant, par exemple, à ses écoles secondaires le niveau du *High Matriculation Standard* qui permettrait aux élèves de suivre directement des formations supérieures sans nécessairement passer par Makerere. Pour être efficace, cette mesure doit être accompagnée d'une généralisation de l'attribution des bourses gouvernementales, Koinange en réclame cent par an.<sup>18</sup>

Mais si ces actions, dirigées vers les plus hautes sphères de la politique coloniale britannique, sont rarement suivies d'effet, en revanche, l'engagement des associations auprès des étudiants, en

---

<sup>15</sup>La Kenya African Union est la première association politique africaine de base nationale autorisée dans la colonie. Elle est fondée en 1945.

<sup>16</sup>PRO, Londres, CO/533/557/1.

<sup>17</sup>PRO, Londres, CO/533/547/4, *Recommandation submitted to His Majesty's Government on education and interterritorial organization by Mbiyu Koinange for and on behalf of the Kenya African Union*, 24/06/47.

<sup>18</sup>PRO, Londres, CO/533/547/4.

marge des programmes coloniaux, est déterminant. Celui-ci prend plusieurs formes. Les quatre Africains du comité de sélection des bourses du gouvernement de l'Inde, sont des figures dominantes des mouvements nationalistes de la colonie<sup>19</sup>. James Gichuri et Wyclif Awori<sup>20</sup> sont respectivement président et vice président de la KAU ; Odinga Oginga est le chef de file du mouvement politique luo. Enfin, Clement Argwings Kodhek, est le premier étudiant africain à avoir étudié le droit en Angleterre contre la volonté du gouvernement colonial. D'autre part, les associations agissent auprès des étudiants indépendants en les assistant dans leurs démarches administratives ou en les soutenant financièrement. En effet, les candidats doivent, au moment de leur demande de passeport, justifier leur capacité à assumer le coût de leurs études. Il est alors fréquent que des associations soient les garantes de ces étudiants. Elles sont parfois régionales, comme la *Luhya Welfare Association* ou alors spécialement créées autour de ces projets, c'est le cas notamment de la *Family Mercy Union* - dans laquelle on retrouve les représentants de la KAU et de l'*Akamba Union*<sup>21</sup>.

L'intérêt qui est porté par les milieux nationalistes aux filières de formation indiennes avive les inquiétudes du pouvoir colonial. Le rapprochement entre ces étudiants et les associations risque de déstabiliser l'ordre colonial en favorisant l'émergence d'une élite non contrôlée et politiquement hostile. En effet, le profil des étudiants indépendants s'est profondément modifié, les premiers appartenaient notamment à une élite fermée. Ainsi, la grande majorité de ceux qui sont passés par l'Afrique du sud avant 1947, comme Charles Njonjo, David et Samuel Waruhiu ou encore Muhoya étaient des fils de chefs. Or, à partir de 1945, les bourses du gouvernement colonial permettent de former cette jeune élite au Royaume-Uni - rétribution matérielle et symbolique de la collaboration au pouvoir. Au lendemain de la guerre, ceux que l'Inde accueille sont le plus souvent les déçus du système colonial ; de plus ces filières sont moins coûteuses que des études aux Etats-Unis ou même en Angleterre, enfin, les universités indiennes ont des exigences académiques moins fortes. Les étudiants désormais attirés par l'Inde sont alors peut-être plus sensibles et réceptifs aux discours nationalistes que leurs prédécesseurs.

Au total, le développement des filières de formation indiennes, après 1947, déstabilise fortement les stratégies de contrôle de la fabrication de l'élite mises en place par les autorités coloniales. Celles-ci n'ont en effet, aucune maîtrise de la sélection des candidats, des cursus suivis et encore moins des enseignements dispensés. Or ces nouvelles bourses rapprochent les responsables de l'Inde indépendante et les milieux nationalistes de la colonie, source d'inquiétude pour le gouvernement colonial qui redoute l'émergence d'un front anticolonial. On peut alors se demander si ces formations ne sont pas une forme d'engagement de l'Inde dans la lutte anticoloniale.

---

<sup>19</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2856, 20/10/53, *Government of India Scholarships - Meeting of selection committee*.

<sup>20</sup>Il fonde cette même année un quotidien africain, *Radio Posta*.

<sup>21</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/ 2578, lettre du 6/03/1950.

## Les filières de formation indiennes : un modèle culturel alternatif

En 1947, la stabilité de l'Empire britannique vacille. La lutte de libération de l'Inde, qui s'enracine dans les choix philosophiques et idéologiques du Mahatma Gandhi, devient une référence pour les peuples encore dominés. Le rôle moteur et inspirateur que l'Inde entend alors jouer apparaît nettement dans ce texte :

*"But Indian's freedom is of world significance. The balance of political power will have altered and its dispersion will be such as would enable India to share it in due proportion<sup>22</sup>."*

L'Inde indépendante prend ainsi rapidement position sur la scène internationale en convoquant, dès le mois de janvier 1949, une conférence afro-asiatique sur la question de l'indépendance de l'Indonésie<sup>23</sup> : 19 pays y participent. Les objectifs et les modalités de son action extérieure s'enracinent dans sa propre expérience de libération, comme on peut le lire dans un article de la revue américaine *Foreign Affairs*, de juillet 1949 :

*"Two specific objectives immediately define themselves as of concern to India : the abolition of racial discrimination and the liberation of subject peoples. They are immediately connected with her own recent experience and she cannot fail to pursue them. Her own liberation struggle was conceived, in one essential aspect, as a contribution to the freedom of the all Nations, and some progress has undoubtedly been made in that direction<sup>24</sup>."*

L'abolition de toute forme de discrimination raciale est une priorité. Au début du siècle, la défense des droits des populations indiennes avait déterminé l'engagement politique de Gandhi en Afrique du sud. En 1947, l'Inde, devenue indépendante, saisit la commission des droits de l'homme des Nations-Unies sur le problème de la violation des droits des Indiens en Afrique du sud. Le débat s'étend rapidement à l'ensemble des territoires britanniques d'Afrique de l'est<sup>25</sup>. Dans cette région, où vit une communauté indienne importante<sup>26</sup>, la domination coloniale repose sur une discrimination raciale sévère ; celle-ci porte notamment sur l'accès à la terre, à l'éducation supérieure ou encore sur la fréquentation des lieux publics<sup>27</sup>. C'est au Kenya que les Indiens sont les

<sup>22</sup>PRO, Londres, DO/142/259, dans le numéro spécial du 15/08/47 de *The Eastern Economist*.

<sup>23</sup>Au moment de la levée de l'occupation japonaise, en août 1945, les nationalistes indonésiens ( Soekarno et Hatta) avaient proclamé l'indépendance de ce territoire sous domination hollandaise. Mais les Pays-Bas refusent de reconnaître cette jeune République. La situation évolue rapidement vers l'affrontement ouvert. En décembre 1949, et au terme de quatre années de lutte, les Pays-Bas reconnaissent finalement l'indépendance des Etats-Unis d'Indonésie. L'Inde avait saisi l'ONU sur la question indonésienne dès 1947.

<sup>24</sup>PRO, Londres, FO371/76090, p. 548.

<sup>25</sup>Ces dénonciations sont récurrentes : elles réapparaissent ainsi devant les Nations-Unies en 1949 et en 1951 (Londres PRO, CO/822/143/7).

<sup>26</sup>PRO, Londres, CO/ 936/3/4, d'après les autorités britanniques, 140 000 à 160 000 Indiens vivent en Afrique de l'est.

<sup>27</sup>PRO, Londres, CO/ 936/3/4. Les autorités coloniales rejettent ces allégations. Dans une note de justification contre ces attaques, elles font notamment valoir la position dominante des Indiens dans ces colonies et en particulier au Kenya. En effet, ceux-ci disposent d'une représentation politique assortie des droits d'association et d'expression.

plus nombreux<sup>28</sup>. Cette colonie a alors suscité le vif intérêt des autorités indiennes qui semblent soutenir cette communauté dans sa lutte entreprise, depuis le début du siècle, pour la reconnaissance de ses droits. Mais après 1947, il s'agit d'un combat global qui touche désormais les Africains, premières victimes de la discrimination raciale. La question de l'accès à l'éducation supérieure permet d'apprécier les enjeux et les modalités de l'engagement de l'Inde auprès des populations dominées.

Les Indiens du Kenya bénéficient, depuis 1945, (comme les Européens) de la scolarisation obligatoire entre 7 et 15 ans. Cependant, en dépit de cet acquis, les opportunités de formation supérieure sont pratiquement inexistantes. Cette question préoccupe le gouvernement indien puisqu'elle est débattue au Parlement, le 7 décembre 1950. Le premier ministre, Pandit Nehru s'exprime en ces termes sur les problèmes de l'éducation en Afrique de l'est :

*"All children there suffer from educational disabilities, most of all Africans and next in the order Indians, because there are no facilities there - none at all. Attempts made to open colleges did not succeed<sup>29</sup>."*

Le libre et égal accès aux ressources de l'éducation est, en effet, la condition nécessaire à la suppression de toute forme de ségrégation. Dans cette perspective, et à partir de 1947, la promotion du statut des Indiens du Kenya en matière d'éducation est indissociable d'un engagement auprès des communautés africaines qui subissent de façon plus vive encore ces limites. Le programme de bourses pour les étudiants étrangers s'inscrit dans cette stratégie. L'engagement de l'Inde indépendante sur ces questions est illustré par deux expériences originales.

Afin de palier les carences de l'éducation supérieure des Indiens en Afrique de l'est, un projet d'établissement universitaire destiné à cette communauté est élaboré. Le *Mahatma Gandhi Memorial College*, associé au collège de Makerere (essentiellement fréquenté par des Africains), aurait constitué le noyau central d'une université multiraciale d'Afrique de l'est. Jusque là, les Indiens de ces territoires désireux de poursuivre des études supérieures se tournaient nécessairement vers l'étranger, en l'occurrence vers l'Angleterre. Mais pareille situation entretient des inégalités profondes au sein de la communauté. Ce type d'expérience apparaît, d'autre part, déstabilisant pour de jeunes étudiants plongés dans un univers culturel occidental fort éloigné de leur société originelle, ce qui rend leur retour difficile. L'ouverture d'un collège universitaire indien en Afrique de l'est visait donc à corriger ces déséquilibres. Le projet initial du *Mahatma Gandhi Memorial* prévoyait une affiliation à l'université de Bombay et non plus à celle de Londres. Mais, conscients des implications d'un tel choix, les responsables ont préféré renoncer à cette idée pour ne pas compromettre l'ensemble de l'initiative :

*"The colonial government could not be expected to welcome a move which was likely to diminish British intellectual and moral influence in the area, make Indians look more*

<sup>28</sup>Le recensement de 1948 donne le chiffre de 90 530 Indiens pour la colonie.

<sup>29</sup>PRO, Londres, CO822/143/7.

*and more to India for intellectual inspiration and attract Africans also towards India<sup>30</sup>."*

En effet, les autorités coloniales sont extrêmement sceptiques par rapport au projet du *Mahatma Gandhi Memorial*, soupçonné d'être avant tout politique :

*"Personally, I regard the formulation of this scheme as an attempt to capitalize in the political interest of India the desire of Indians in East Africa for greater facilities for higher education ; and as part of the build-up of a "coloured-front" united against "colonialism"<sup>31</sup>."*

L'administration coloniale redoute, en effet, l'émergence de formations alternatives indépendantes dans la colonie qui ruinerait ses efforts de contrôle de la fabrication de l'élite. Mais cette initiative (qui ne verra pourtant pas le jour) témoigne de la volonté de l'Inde (partie prenante du projet) de jouer un rôle structurant dans l'éducation. Ce pays peut, en effet, briser le monopole culturel de la puissance colonisatrice, en proposant d'autres modèles ou en encourageant des initiatives indépendantes préexistantes. C'est le sens de l'intérêt que portent l'Inde et la communauté indienne au collège africain indépendant, le *Kenya Teacher's College* de Githunguri.

Il existe, au Kenya, une tradition de scolarisation indépendante qui a précisément émergé en réaction contre l'hégémonie de la culture et des valeurs occidentales dans le système scolaire colonial<sup>32</sup>. Les écoles indépendantes kikuyus incarnent notamment ce courant auquel se rattache l'expérience de Githunguri. En 1939, le fils du senior chief Koinange de la *Central Province*, Peter Mbiyu rentre au Kenya avec un diplôme de sociologie américain. Il rejette les emplois dans l'administration coloniale pour fonder un collège indépendant à Githunguri. L'établissement propose un cursus original indépendant dans ses programmes (comme dans son financement) de toute intervention coloniale. Il accueille principalement des élèves qui n'ont pas trouvé de place dans les établissements secondaires traditionnels de la colonie et les forme au niveau post-primaire. Les anciens élèves de Githunguri alimentent ainsi l'encadrement des écoles indépendantes. Mais, en marge des cursus coloniaux, les étudiants de l'établissement de Koinange ne peuvent pas poursuivre d'études supérieures au Kenya. Les filières qui s'ouvrent en Inde, à partir de 1947, leur offrent alors un débouché précieux qui stimule le développement interne du collège. Dès 1949, St Joseph de Allahabad, en Inde, accueille ainsi quatre anciens de Githunguri. Le *Kenya Teacher's College*, semble correspondre, dans son projet éducatif aux aspirations culturelles de l'Inde indépendante, comme en témoigne son attitude bienveillante à l'égard de l'initiative.

En 1949, Mbiyu Koinange est invité trois mois en Inde, en tant que "*Professor of sociology and philosophy and leader of Africans in East Africa*<sup>33</sup>", pour un cycle de conférences dans des

<sup>30</sup>PRO, Londres, CO/822/143/6, Extrait du rapport des professeurs Humayun Kabir et Sidhanta du 13/03/50.

<sup>31</sup>PRO, Londres, CO/822/143/6, lettre de l'East Africa High Commissioner au Colonial Office, le 1/09/50.

<sup>32</sup>A la fin des années 1920, certaines communautés kikuyus christianisées ont fondé des églises et des écoles indépendantes en réaction contre une offensive de la *Church of Scotland Mission* contre leurs coutumes traditionnelles. Elles réalisent une synthèse originale entre christianisme et tradition kikuyu.

<sup>33</sup>PRO, Londres, CO 537/ 4662, lettre du High Commisionner à New Dehli au Commonwealth Relation office 8/08/1949.

universités indiennes sur la situation économique et culturelle de l'Afrique de l'est. Il souhaite cependant tirer profit de son séjour pour élargir les opportunités d'éducation pour les Africains en Inde. Accueilli par le premier ministre Nehru, qui salue en lui l'éducateur engagé<sup>34</sup>, "l'homme de Githunguri" souligne, dans son discours de réception, le rôle pionnier de l'Inde et des Indiens dans la conquête des droits des peuples soumis :

*"To see the progress free India had made so that Africans would have a pattern of freedom before them. If India failed to consolidate her freedom ; Africa would lose her guide<sup>35</sup>."*

Mais l'accueil réservé à Mbiyu Koinange semble avoir une vocation pédagogique destinée à la population indienne. Il s'agit, en effet, de montrer comment les principes indiens d'indépendance rayonnent et s'enracinent dans l'expérience singulière mais exemplaire d'un Koinange. Un article du bureau d'information du gouvernement de l'Inde, daté du 25 juillet 1949 (publié à son arrivée), dresse un portrait édifiant du visiteur. Mbiyu Koinange est présenté comme un modèle de dévotion à son peuple : il a sacrifié une carrière dans l'administration coloniale, que ses diplômés supérieurs américains et britanniques lui ouvraient, à la fondation de Githunguri - occasion de souligner la participation active de la communauté indienne à cette entreprise :

*"This is one of the institutions to which the Indian community can refer to with pride as they have given to it considerable support<sup>36</sup>."*

Le texte établit un parallèle entre le parcours de Koinange et celui du Mahatma Gandhi :

*"He lives like any other African spurning the new way of life which is getting popular amongst so called modern Africans. It is interesting to find echoes of Gandhian philosophy when talking to Peter who wants to live like his brethren so that they should feel at home with him and accept his message more readily. (...) He has seen much of the West, yet his thoughts turn to the East and to Mahatma Gandhi's teachings in particular, for guidance in the salvation of his people. His visit to India is almost a pilgrimage in this respect. (...) In him the Indians will see the flower of the African mind with the impact of Western education and Eastern thoughts<sup>37</sup>."*

En donnant une lecture indienne de la démarche de Koinange, le gouvernement souligne le rôle de l'expérience et de la philosophie indienne dans le cheminement des peuples dominés. C'est précisément ce qui inquiète les autorités coloniales. Alors que le haut commissaire de Grande Bretagne en Inde ne comprend pas vraiment le sens de cette visite, le Colonial Office s'en émeut. En effet, le premier s'étonne de l'accueil solennel réservé à ce "pretty poor fish"<sup>38</sup> qui ne peut que desservir la cause des Africains :

<sup>34</sup>les deux hommes s'étaient déjà rencontrés en décembre 1948.

<sup>35</sup>PRO, Londres, CO/822/143/7, *Hindustan Times* 5/08/1949.

<sup>36</sup>PRO, Londres, CO/537/4662, "Peter Koinange, East Africa's man of destiny, Government of India, Press information Bureau.

<sup>37</sup>Ibid.

<sup>38</sup>PRO, Londres, CO 537/4662, lettre du haut commissaire de Grande Bretagne en Inde au Colonial Office, 5/8/49.

*"If Mr Koinange represents the standard achieved by the African leaders - and he is represented everywhere as an African leader - the time for the Europeans to surrender responsibility to the Africans is still a very long way off<sup>39</sup>."*

Le Colonial Office, en revanche, reconnaît en Koinange un "agitateur dénué de scrupules" et demande au Haut Commissaire en Inde un compte rendu détaillé de ses activités dans ce pays<sup>40</sup>. Il voit en effet, dans l'attitude de l'Inde à l'égard de Koinange, le signe évident d'un rapprochement entre les milieux nationalistes et les autorités de l'Inde indépendante. Githunguri est, en effet, depuis sa création, considéré par le pouvoir colonial comme un établissement suspect, en raison notamment de ses relations privilégiées avec les associations politiques, comme la *Kenya African Union*. Les engagements pris par Jomo Kenyatta au sein du collège, à son retour d'Angleterre, confortent les autorités coloniales dans l'idée que Githunguri est un repère de nationalistes. Mais le soutien que le collège reçoit de la part de certains membres de la communauté indienne redouble ses craintes :

*"Mr Isher Dass is working might and main to get control of the movement for communist and anti-government purposes and, according to my informants, is throwing his daughter at Peter Koinange's head<sup>41</sup>."*

Les initiatives indiennes en faveur de l'éducation des Africains sont perçues comme une menace pour l'ordre colonial. Cependant, il convient de mesurer la réalité de cet engagement au niveau de la communauté indienne de la colonie. En effet, la capacité de l'Inde à mobiliser les Indiens du Kenya autour de son projet global antiségrégationniste pourrait constituer une étape nouvelle dans la lutte anticoloniale dans la mesure où elle ruinerait les principes coloniaux de développement séparé des communautés.

Il s'opère, à partir de 1947, un rapprochement évident entre les communautés indiennes et africaines de la colonie, autour notamment de la question des études supérieures. Le premier signe est l'installation, en mai 1948, d'un Haut Commissaire de l'Inde pour l'Afrique de l'est à Nairobi. Le premier ambassadeur de l'Inde est Shri Apa B Pant. Proche des milieux nationalistes kenyans, cet émissaire de Nehru aurait expressément été nommé pour stimuler la résistance nationaliste africaine et mobiliser le soutien des Indiens autour de cette cause<sup>42</sup>. En mai 1949, Koinange et Kenyatta accueillent le père de l'ambassadeur, le rajah Saheb de Aundh, en organisant un "thé"<sup>43</sup>. Manière de rappeler la prééminence des Africains, hôtes légitimes du territoire, mais également de remercier le Raja pour son engagement personnel auprès des jeunes Africains séjournant en Inde. Celui-ci invite, en effet, les jeunes élèves de St Joseph d'Allahabad à passer leurs vacances dans sa résidence<sup>44</sup>. Mais les liens se renforcent entre les deux pays, à un niveau cette fois plus institutionnel. En 1950,

---

<sup>39</sup>Ibid.

<sup>40</sup>PRO, Londres, CO 537/ 4662, lettre du Colonial Office au haut commissaire de grande Bretagne en Inde (23/08/49).

<sup>41</sup>ED/ I/ 3284, 28/01/49.

<sup>42</sup>D. April Seldenberg, *Uhuru and the Kenya Indians*, Vikas publishing house, Inde, 1983, p. 79.

<sup>43</sup>PRO, Londres, CO 537/ 4570, extrait de *Kenya Intelligence Review*, 31/05/49.

<sup>44</sup>Mugo Gatheru, *Child of two worlds*, Routledge and Kegan, Londres, 1963.

la citoyenneté indienne est modifiée, elle intègre désormais les "originaires"<sup>45</sup>. L'Inde entend ainsi souder les communautés dispersées autour de la mère-patrie, tout en multipliant les démarches auprès des Africains du Kenya.

En effet, les associations politiques indiennes et africaines amorcent également un rapprochement. De retour au Kenya, Peter Mbiyu Koinange rend compte de son séjour en Inde lors d'un meeting de la KAU à Nairobi, le 30 octobre 1949. Il réaffirme, d'une part, l'engagement de l'Inde à appuyer la formation supérieure des Africains par une augmentation régulière de ses bourses ; d'autre part, Koinange rappelle que les universités indiennes disposent de 500 places pour des étudiants indépendants. Mais déjà, en juillet 1946, Africains et Indiens avaient organisé un meeting commun pour soutenir une délégation de la KAU à Londres. Menée par James Gichuru, elle était chargée de présenter un mémorandum consacré notamment aux questions éducatives. Le président de l'*East African Indian National Congress* (EAINC) avait remis une somme de 700£ pour le financement du voyage<sup>46</sup>. En 1948, la KAU envoie une délégation fraternelle au congrès de l'EAINC. Or c'est précisément cette association qui assure l'interface entre l'Inde et la communauté indienne de la colonie ; elle diffuse les orientations de la politique de ce pays et mobilise les énergies de la communauté autour de ses objectifs. Mais si l'attitude du congrès d'Afrique de l'Est ou celle de l'ambassadeur témoignent d'un rapprochement institutionnel de l'Inde avec les nationalistes africains, comment réagissent les Indiens de la colonie ?

Le premier boursier du gouvernement de l'Inde a bénéficié du soutien de la communauté indienne. Rédacteur en 1946, au *Colonial Times*, journal indien de Nairobi, John Seroney entretient des relations privilégiées avec cette communauté. Ce journal avait, par ailleurs, été le premier à initier une coopération entre les différentes populations du territoire afin de défaire la stratégie coloniale du "diviser pour mieux régner". Mais au moment de son départ pour l'Inde, Seroney rencontre des difficultés sévères pour réunir les fonds nécessaires à l'achat de son billet, ce qui le contraint à différer son voyage. Il se tourne alors vers ses anciens collègues du *Colonial Times* ainsi que vers le Congrès des Indiens. Le responsable de cette association lui avance 500 shillings remboursés par une souscription organisée par le journal qui publie les noms des donateurs<sup>47</sup>. Même si ces engagements individuels demeurent peu nombreux, ils n'en sont pas moins remarquables dans un contexte de forte ségrégation au sein duquel les Indiens jouissent d'un statut privilégié. La presse et le Congrès jouent ici un rôle important en assurant la mobilisation de la communauté indienne autour d'un projet africain. Un symbole : en accompagnant Seroney à la gare de Nairobi, le président et le secrétaire de l'EAINC lui remettent un livre intitulé "*Our India*"...

Enfin, le rapprochement entre les deux communautés dépasse le cadre des frontières de la colonie. En 1948, des étudiants indiens et africains créent à Londres l'*East African Students Union*,

---

<sup>45</sup>PRO, Londres, FO 371/76090, 25/11/1949.

<sup>46</sup>D. April Seldenberg, *Uhuru and the Kenya Indians*, Vikas publishing house, Inde, 1983, p. 82.

<sup>47</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, MAA/8/110, *The Colonial Times*, 3/01/48.

présidée par Charles Njonjo<sup>48</sup>. Un député britannique soulignait en ces termes ce phénomène nouveau en 1951 :

*"There is a closest cooperation between the leaders of the Indian and African communities and a realisation that they must act together in the interest of both the people. (...) I believe that racial equality may yet be established in the colony. Indians have a great responsibility in Africa and in Kenya, they are fulfilling it<sup>49</sup>."*

Le resserrement des liens identitaires et culturels entre l'Inde et sa diaspora prend donc des formes variées mais l'objectif poursuivi reste le même : lutter contre toute forme de discrimination. La multiplication des démarches de l'Inde auprès des communautés africaines et indiennes de la colonie rend effective la menace d'un front "racial" anti-colonial. Mais face à un tel mouvement stimulé et structuré par un puissant modèle idéologique précisément capable de fédérer les forces d'opposition de ces deux communautés, la capacité de riposte du gouvernement colonial apparaît limitée.

---

<sup>48</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, MAA/8/106, 28 mai 1948.

<sup>49</sup>R.R. Ramchnadani, *India and Africa*, New Dehli, 1980, p. 216.

## Un pouvoir colonial fragilisé

L'indépendance de l'Inde stimule les revendications anticoloniales à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire du Kenya. La trajectoire de l'ancienne colonie, mais peut-être surtout ses choix politiques récents, suscite des craintes que le pouvoir colonial semble précisément projeter sur les étudiants. Mais faute de pouvoir contrôler ces formations, l'administration reporte son attention sur l'intégration de cette élite africaine à son retour dans la colonie. L'élargissement des opportunités de formation, ainsi entériné par le pouvoir, précipite les stratégies coloniales de fabrication de l'élite africaine.

L'Inde indépendante inquiète le pouvoir colonial. D'une part, l'ancienne colonie a prouvé aux britanniques la puissance de sa détermination ; d'autre part, ses choix en matière de politique extérieure sont vécus comme une menace pour l'ordre colonial. L'Inde conçoit son indépendance comme un phénomène global, par conséquent, elle refuse de se rallier à la politique de l'un ou l'autre des blocs qui dominent la scène internationale après 1947. Rejetant ces modèles, elle propose une "troisième voie", celle de la neutralité. Les formations universitaires indiennes permettent alors de diffuser ce modèle original auprès des ressortissants des pays non encore indépendants. Mais dans le contexte de l'après-guerre, et compte tenu notamment de la situation troublée de l'Asie du Sud-Est, les options indiennes apparaissent suspectes aux autorités britanniques qui semblent être tentées de les assimiler à une adhésion tacite aux idées communistes :

*"It may be said that India's foreign policy is still unwilling to face the full realities of russian policy and is tinged with prejudices against the Western Democracies, deriving from her struggle for independence<sup>50</sup>."*

C'est la peur du communisme qui détermine l'attitude du pouvoir colonial à l'égard de l'Inde - et par conséquent à l'égard des étudiants kenyans en Inde. Ce dernier redoute les effets déstabilisants de la pénétration de ces idées à l'intérieur de la colonie. Le communisme rejette, en effet, toute forme de domination coloniale et prône l'union des "races" dans la lutte contre ce type d'oppression. Or les engagements de l'Inde en matière de formation, mais de manière plus générale, son rapprochement avec les nationalistes africains, sur le mode d'une plus grande coopération entre les communautés africaines et indiennes, illustre ces principes.

Ces idées ont déjà fait leur chemin à l'intérieur de la colonie. Leur première expression apparaît au sein du mouvement ouvrier, autour d'un sympathisant communiste indien, Makhan Singh<sup>51</sup>. C'est lui qui jette les bases d'un syndicalisme multiracial dans les années 1930. La grève des Dockers de Mombasa, en 1939, avait révélé le dynamisme de l'initiative brisée par la guerre ; les organisations politiques africaines sont dissoutes et Singh est alors interné en Inde. De retour au Kenya, en 1947,

<sup>50</sup>PRO, Londres, FO/371/76090, note du bureau des relations du Commonwealth, le 10/09/49.

<sup>51</sup>Makhan Singh, 1952-56, *Crucial years of Kenya Trade Unions*, Nairobi, Izima Press Limited, 1980.

il cherche à relancer le mouvement mais les nouvelles grèves de 1947 achèvent de désorganiser ce syndicalisme naissant. Le "front multiracial anti-colonial" se déplace alors sur le champ politique.

En 1949, le secrétariat de la colonie diffuse, dans ses différents services, une note secrète sur l'emprise des idées communistes au sein de la communauté africaine qui s'exerce notamment par le biais de la presse indigène. Le département de l'information et de la sécurité a, en effet, saisi des articles jugés séditeux. Certains journaux sont particulièrement visés comme *Radio Posta*, de Wyclif Awori, qui a notamment publié des articles de George Padmore, ou encore le tirage swahili, *Mumenyeri*. L'éditorialiste de ce journal est décrit en ces termes par l'administration :

*"He is very politically minded and his paper is very outspoken. He has been warned for printing seditious articles. Africans generally are taking an increasing interest in what communism is and it is dangerous that they should be given a one sided picture<sup>52</sup>."*

Mais les autorités coloniales désignent les Indiens comme les véritables responsables de la diffusion des idées communistes dans le territoire du Kenya. En effet, ce sont eux qui financent la grande majorité de ces journaux africains lorsqu'ils ne leur fournissent pas leurs articles :

*"Radio Posta is backed both financially and with news articles by the Indian newspaper Daily chronicle which is definitely 'red' in tone<sup>53</sup>."*

La menace communiste semble donc venir de l'Inde mais elle est d'autant plus redoutable qu'elle est relayée à l'intérieur de la colonie par la communauté indienne. Dans ce contexte, les filières de formation universitaires apparaissent éminemment dangereuses. Ces formations ont, en effet, ouvert une brèche dans le dispositif de contrôle de la fabrication de l'élite édifié par le pouvoir colonial, et c'est par elle que des "idées subversives" risquent de s'infiltrer.

Mais si le pouvoir a bien identifié les dangers, ses moyens d'action restent limités. En Angleterre, l'administration coloniale peut "suivre" les étudiants africains, à partir notamment des rapports de l'officier de liaison. Ceux-ci portent sur les progrès académiques des étudiants mais aussi et surtout sur leur vie au Royaume-Uni : leurs loisirs, leurs fréquentations. Il s'agit, d'un véritable dispositif de contrôle qui vise à encadrer l'espace de liberté gagné à l'étranger par ces étudiants. Au sein même de la colonie, la prévention est encore plus aisée. Les établissements soupçonnés de véhiculer des idées nationalistes et anti-européennes, comme les écoles indépendantes kikuyus mais surtout le collège de Githunguri, sont fermés en 1952 avec l'instauration de l'état d'urgence. Les autorités coloniales prennent conscience des dangers d'une éducation supérieure africaine non contrôlée mais, dans le cas de l'Inde, aucune intervention directe n'est possible. Ces étudiants échappent complètement au pouvoir colonial le temps de leurs études. Or ces filières de formation indiennes semblent précisément se nourrir des paradoxes de l'éducation des Africains dans la colonie du Kenya.

Les responsables de la colonie n'ont de cesse de dénoncer les insuffisances des formations universitaires indiennes qui ne peuvent pas rivaliser avec leurs homologues britanniques. Un fonctionnaire de l'éducation les qualifie d'"*examining bodies with affiliated colleges of very uneven*

<sup>52</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, CNC/8/71, "Communism", 10/01/1949.

<sup>53</sup>Ibid.

*standards*". Sa référence est le système des collèges résidentiels anglais qui permet un encadrement solide des étudiants. Or dans le cas de l'Inde, les universités accueillent un très grand nombre d'étudiants - 30 000 pour la seule université de Calcutta. De telles conditions sont, selon lui, nécessairement préjudiciables à la qualité des enseignements. Ainsi, il estime que le diplôme de l'université de Bombay, pourtant considérée comme l'une des meilleures du pays, équivaut à peine au certificat d'études secondaires<sup>54</sup>. Cette critique, qui fonctionne sur le mode de la comparaison avec le système universitaire britannique, semble dénoncer les prétentions culturelles de l'Inde qui ne peut proposer qu'une pâle réplique du modèle de l'ancienne puissance tutélaire. Mais pareille analyse, si elle vise dans une certaine mesure à démonter la validité d'un éventuel contre-modèle culturel indien, stigmatise surtout la myopie des responsables de l'éducation.

Carrey Francis, le directeur de l'*Alliance High School*, missionnaire profondément investi dans l'éducation des Africains de la colonie, dénonce la frénésie de diplômes qui s'est emparée des jeunes Kenyans et qui, pour lui, sape le travail d'éducation fondamental entrepris par le pouvoir colonial :

*"The best educated Africans in Kenya - those who have passed school certificate and especially those who have studied at Makerere - are seldom doing real jobs work. This is to be deplored. The chief reason is that these men, instead of getting down to work, go to continual "courses" oversea. When one course is completed they ask for another. Some courses are unsuitable, a waste of time or worse, a very great waste of money ; because of them men are kept from, and sometimes incapacitated for, the plan ordinary jobs which they might have done and which so greatly need to be done. I know of no one who has clearly benefited from an oversea course. Some have clearly been harmed, some ruined. Even those who are unsuccessful in getting oversea are damaged ; they are long to go and their minds are taken from their work<sup>55</sup>."*

Les formations indiennes sont particulièrement visées par Carrey Francis, dans la mesure où elles recrutent "les pires candidats" : pour l'année universitaire 1953-54<sup>56</sup>, aucun n'a, selon lui, le niveau de qualification requis. Mais Francis critique aussi l'incohérence dans le choix des filières. Certains de ces étudiants changent leur orientation au moment où ils postulent pour l'Inde. C'est le cas de deux futurs enseignants qui optent finalement pour des diplômes d'ingénieur (Ng'ang'a), et de médecine (Muli). Dans ces conditions, et dans la mesure où ces formations ne peuvent justifier de leur valeur académique, Carrey Francis estime qu'elles répondent avant tout à des préoccupations politiques :

*"Why are these given? It is difficult not to believe that political motives are uppermost - to curry favor with educated Africans as part of the campaign against "imperialism and colonialism<sup>57</sup>."*

Pareille analyse alimente donc la suspicion qui entourait déjà les filières indiennes. Mais elle souligne également la profonde ambiguïté du système colonial de formation des Africains :

<sup>54</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/ I/ 2854, 13/10/48.

<sup>55</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/1/2743, 30 décembre 1953.

<sup>56</sup>Plus de la moitié de ces postulants sont ses anciens élèves.

<sup>57</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2743, rapport confidentiel de Carrey Francis, le 30 décembre 1952.

*"Africans greatly and understandably, desire to show that they are not inferior to Europeans. Many believe that anyone can be made adequate for any post by any appropriate course (I have heard of courses for Bishops and Governors). (...) Many desire greatly a satisfaction which they believe that must lie round the next corner, after the next course. Course taking is an easy well-paid life. (...) It brings great honour in African society. (...) Anyone who has been on an oversea course qualifies as a politician ; immense money prizes go to politicians. (...) Salary scales give so much value to paper qualifications, so little to present performance<sup>58</sup>."*

En effet, cette amertume de Carrey Francis révèle les blocages du système colonial qui poursuit des objectifs contradictoires. Le diplôme apparaît comme une fin en soi ; sa qualité et, dans une certaine mesure, sa nature importent moins que sa valeur symbolique. Mais cette situation découle des paradoxes du système éducatif colonial. C'est précisément l'étranglement de l'accès aux formations débouchant sur une forme de reconnaissance sociale qui est à l'origine de cette inflation du diplôme, surévalué dans la hiérarchie coloniale. Or l'ouverture de filières indépendantes, comme celles que proposent l'Inde, vient perturber le système de contrôle et de régulation colonial de fabrication de l'élite. Mais le pouvoir colonial ne peut pas empêcher ces formations indépendantes de se développer ; or compte tenu des enjeux politiques qu'elles soulèvent, il ne peut pas non plus les ignorer. En effet, dans le contexte de déstabilisation colonial de l'après-guerre, la priorité va à la préservation des fondements du pouvoir. Il s'agit alors de gérer cette nouvelle élite sans la braquer contre le système. L'administration cherche donc à intégrer et à absorber ces étudiants potentiellement dangereux, car formés en dehors des modèles occidentaux, plutôt que de cultiver leur ressentiment en les privant des bénéfices matériels associés à l'obtention des diplômes. Ce qui apparaît à Carrey Francis comme une abdication du pouvoir devant des étudiants frondeurs est peut-être davantage une nécessaire adaptation à un climat politique sensible.

Le gouvernement colonial cherche toutefois à limiter le flux de ces étudiants indépendants ; mais les moyens déployés se révèlent souvent vains. En 1949, un étudiant de Makerere, O. S. Cege, recalé aux examens, fait une demande de passeport pour l'Inde. Les autorités refusent d'encourager ce type d'étudiant qui aurait atteint son "zénith intellectuel"<sup>59</sup>. Cependant une telle appréciation ne constitue pas une raison valable pour refuser un passeport ; Cege finit par obtenir ce document. Afin de contourner une législation, jugée trop permissive, les autorités coloniales ont pris l'habitude de faire traîner la procédure pendant plusieurs mois et parfois même plusieurs années, dans le seul but d'éprouver la patience et la ténacité des demandeurs. Johnson Kasomo dépose ainsi une première demande de passeport en janvier 1950 mais son niveau est jugé trop faible par les autorités coloniales, toutefois, celles-ci demandent, en juillet, le détail des arrangements financiers de son séjour. En août, il écrit une nouvelle lettre dans laquelle il s'étonne de la lenteur de la procédure ; il estime que ces sept mois d'attente constituent un préjudice moral et financier grave, d'autant plus

---

<sup>58</sup>Ibid.

<sup>59</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, MAA/ 8/ 44, 20/ 06/ 49 "character certificate".

incompréhensible que ses anciens camarades de Githunguri ont réussi à partir sans difficultés<sup>60</sup>... L'origine de Kasomo, soutenu par les associations kikuyus, donne à sa demande un caractère politique qui justifie, aux yeux du pouvoir, un refus. Cet étudiant souhaite, en effet, suivre une formation d'enseignant qu'il pourrait tout aussi bien effectuer au Kenya. C'est ce qui fait écrire au Provincial Commissioner :

*"I strongly suspect that the real reason is that three of his classmates at Githunguri, which is a KISA school have been sent to India at the expenses of the Kikuyu and probably for political reasons<sup>61</sup>."*

Mais l'administration coloniale ne peut pas pour autant lui refuser un passeport, à moins d'entrer en contradiction avec la législation en vigueur. D'autre part, la stratégie des délais, n'est pas extensible à l'infini :

*"My point is that, if we are to give in anyway, it only brings us discredit and unpopularity if we carry the delaying tactics too far<sup>62</sup>."*

Kasomo finit donc par obtenir un passeport, un an et demi après sa première demande. L'administration coloniale entreprend cependant une ultime tentative de découragement auprès de son clan, en invoquant cette fois la dimension financière du projet :

*"To do everything to persuade his clan not to waste their money by sending him to India and also to persuade Johnson himself that his best course is to enter a Teacher's Training College in Kenya<sup>63</sup>."*

L'augmentation des prix des passeports, est une autre stratégie de dissuasion. A partir de 1952, dans un climat politique plus tendu avec le début de l'état d'urgence, les autorités coloniales renforcent leur contrôle en relevant notamment les frais d'émission des passeports. Le coût d'un passeport pour l'Inde passe ainsi de 30£ à 80£<sup>64</sup>. Mais la procédure d'attribution est également modifiée. Dans le cas de séjours d'études, le directeur de l'éducation effectue une enquête auprès des candidats sur les motifs de leur projet<sup>65</sup>. Mais l'efficacité de cette mesure dépend de la coopération des institutions indiennes qui doivent tenir compte des appréciations de l'administration coloniale<sup>66</sup>. Or l'attitude de l'Inde apparaît tout à fait ambiguë. A partir de juillet 1952, le nouvel Haut Commissaire au Kenya, Rameshwar Rao, plus conciliant que son prédécesseur, propose aux responsables éducatifs coloniaux de siéger au comité de sélection des bourses du gouvernement de l'Inde<sup>67</sup>. Mais dans le même temps, l'Inde continue de financer le séjour de nationalistes notoires sur

<sup>60</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2578, lettre du DC de Machakos, 14 juin 1950.

<sup>61</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/ 2578, lettre du DC de Machakos, le 25 novembre 1950.

<sup>62</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/ 2578, lettre du Chief Native Commissioner le 15 septembre 1950.

<sup>63</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/ 2578, lettre du Chief Native Commissioner le 24 février 1951.

<sup>64</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2678, "*deposits of African students proceeding overseas to India and elsewhere*", 26/11/52.

<sup>65</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2578, lettre du 24 septembre 1952 au directeur de l'éducation.

<sup>66</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2578; lettre du secrétariat au Haut Commissaire de l'Inde en Afrique de l'Est le 12/11/52.

<sup>67</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2578, "*Deposits of African students proceeding overseas to India and elsewhere*", 28/11/52.

son territoire sans en informer les autorités coloniales. En 1952, l'Inde reçoit ainsi Odinga Oginga et invite E. Babu Kamau. Mais le pouvoir colonial entrave ce dernier voyage en notifiant à la représentation indienne l'arrestation de Babu Kamau pour des raisons de sécurité<sup>68</sup>. Ce n'est finalement que dans des conditions extraordinaires que le pouvoir colonial parvient à contrôler le séjour de ses ressortissants en Inde.

La proximité, les coûts moindres mais surtout la faiblesse du contrôle administratif ont certainement contribué à renforcer le rôle de l'Inde dans la formation des étudiants africains du Kenya. C'est ce que révèle l'expérience de James Mugo Gatheru. Ce jeune Kenyan obtient, en 1949, une invitation pour effectuer des études aux Etats-Unis. Ce pays demande un certificat de bonne conduite politique pour délivrer un visa. Or, au moment de sa demande, Mugo Gatheru est rédacteur au journal de la KAU, *Sauti ya mwafrika*. En raison de cette activité, l'administration coloniale lui refuse ce document, ce qui lui interdit l'entrée aux Etats-Unis. Le directeur de la sûreté étaye son refus en affirmant qu'il a des contacts avec les milieux communistes en Afrique du sud mais aussi aux Etats-Unis :

*"He is one of the most potentially dangerous Africans in the Colony, and should he go to America, he would study politics and make political contacts<sup>69</sup>."*

Pourtant, Gatheru a obtenu un passeport, il est donc libre de se rendre en Inde. Son séjour dans ce pays n'est qu'une étape avant les Etats-Unis, où il se rend l'année suivante. L'expérience de Mugo Gatheru, relatée dans un roman autobiographique *Child of two Worlds*, souligne les dysfonctionnements de l'appareil de contrôle colonial. Dans ces conditions, la seule manière d'éviter que ces parcours individuels ne déstabilisent l'ordre colonial est d'exercer une forme de contrôle de ces étudiants à leur retour.

Compte tenu des fortes suspicions qui pèsent sur les modèles indiens de formation, tout étudiant en provenance de ce pays est potentiellement dangereux. Le pouvoir colonial cherche donc à briser les solidarités afro-indiennes de ces anciens étudiants en les attirant dans l'orbite européenne. Le cas du premier boursier du Kenya en Inde, John Seroney, permet d'apprécier les modalités de cette stratégie et ses conséquences.

Il rentre au Kenya, en 1952, après avoir terminé ses études de droit en Inde. Cette situation inédite dans la colonie soulève la question de son intégration à l'administration coloniale. Au Kenya, les Africains n'ont pas accès aux professions juridiques. L'administration cherche pourtant à placer Seroney dans un bureau d'avocats européens. Il s'agit d'anticiper sur son éventuelle absorption par les milieux indiens. Le *Native Commissioner* écrit à un cabinet d'avocats de Kisumu, à propos de Seroney :

---

<sup>68</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2578; lettre du secrétariat au Haut Commissaire de l'Inde en Afrique de l'est, le 12/11/52.

<sup>69</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2854.

*"Briefly then, here is a young educated African (who is incidentally an ardent Roman Catholic) who is undoubtedly going to play a large part in Kenya politics in future and who has had no opportunity of imbibing the British outlook on life and, whom we are at loss to know what to do with until we can get him to England. I may add that his political ideas when he arrived back from India were, to say the least, somewhat dangerous but they seem to have modified a little since he came back and has met a number of Europeans upcountry<sup>70</sup>."*

L'objectif de l'administration est donc de le couper le plus rapidement possible de ses attaches avec les milieux indiens et de le convertir aux modèles occidentaux. La pierre de touche de cette entreprise est l'octroi d'un prêt pour lui permettre de suivre un cursus complémentaire de droit en Angleterre. Le contrat qui fixe les conditions de ce prêt est établi en juin 1952<sup>71</sup>. Mais cette démarche est paradoxale : l'administration pousse un Africain dans une filière en principe bannie, à seule fin de rétablir son contrôle.

Ce pragmatisme est révélateur de l'ambiguïté de l'attitude du pouvoir face à cette élite indépendante. Dans le contexte de l'après guerre, c'est la recherche d'une certaine stabilité intérieure qui semble dominer la politique coloniale. La nécessité d'intégrer les étudiants indépendants conduit l'administration à une plus grande ouverture et à un assouplissement de la ségrégation. C'est aussi en 1952 que le premier étudiant à avoir bravé les interdits coloniaux en s'inscrivant en droit en Angleterre rentre au Kenya. Clement Argwings Kodhek, très tôt soupçonné d'ambitions politiques, avait fait l'objet d'une étroite surveillance de la part des autorités coloniales. En 1949, l'officier de liaison écrivait ainsi à son sujet :

*"Argwings is one of those whom it might be feared that he would become a disgruntled politician and the colonial officer in Cardiff tells me that he has deteriorated since being there<sup>72</sup>."*

Son retour pose des problèmes à l'administration. Le *Chief Native Commissioner* écrit au responsable de la municipalité de Mombasa pour lui demander d'accueillir Argwings Kodhek à son arrivée :

*"So far Argwings has played ball with us very well, but he is still very far from being lost to the Indians although they are doing all they can to tuck him away in their pocket for future use. It is most important that we continue to demonstrate our interest in him and show that it doesn't only extend to his career but also to his social life as a pioneer, as it were of the dark days ahead. (...) The position is obviously not only tricky but important since he is both the first African to come out fully qualified from the English Bar and the first African to bring a European wife into the colony<sup>73</sup>."*

Dans le cas d'Argwings Kodhek, il s'agit donc de lui trouver, ou plus exactement de créer pour lui, une place au sein de la colonie qui corresponde à son parcours, de manière à éviter que sa

<sup>70</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, CNC/8/1, le 7/01/1952.

<sup>71</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, CNC/ 7/ 777.

<sup>72</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2897, rapport de l'officier de liaison, 1949.

<sup>73</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, CNC/8/1/, lettre du chief Native commissioner à McEntee, Municipal Board of Mombasa, le 25 mars 1952.

frustration ne le pousse vers des activités politiques subversives. L'administration modifie la législation sur l'exercice des professions juridiques pour les Africains. Il peut ainsi s'établir comme avocat indépendant à Nairobi après une période de formation qui passe, dans ces circonstances exceptionnelles, de un an à six mois<sup>74</sup>. Mais Argwings bénéficie également d'un salaire inédit pour un Africain. Enfin sa situation matrimoniale oblige le pouvoir à revoir les règles de la ségrégation résidentielle pour accueillir ce ménage atypique. Si c'est effectivement Argwings Kodhek qui ouvre la voie, l'attitude de l'administration s'applique à tous les étudiants indépendants.

Les filières de formation indépendantes, élargies avec l'indépendance de l'Inde, ont donc bousculé les stratégies coloniales et précipité l'émergence d'une élite africaine mieux intégrée. C'est peut-être, en cela, un début de victoire pour l'Inde sur le terrain de la lutte contre la ségrégation.

Au total, l'indépendance de l'Inde a profondément modifié les cadres de la formation des étudiants africains de la colonie du Kenya. En effet, l'accueil de jeunes africains en Inde a permis l'élargissement des filières de formation supérieures indépendantes du contrôle colonial. Mais cette forme de liberté a rapidement été perçue par le pouvoir comme une menace pour son équilibre. En mobilisant la communauté indienne, l'Inde fait peser la menace d'un front anti-colonial et nourrit la phobie communiste du pouvoir. Or c'est précisément cette logique de peur qui conduit le pouvoir colonial à céder devant la pression de ces étudiants indépendants. Cela révèle alors, à la fois la profonde ambiguïté du système colonial fondé sur une assimilation sélective des Africains, mais aussi la faiblesse de l'administration au lendemain de la guerre. Dans ces conditions, l'initiative indienne, en ouvrant une brèche dans le système de fabrication et de contrôle de l'élite africaine, a certainement accéléré l'émergence d'une élite noire et la déliquescence de l'ordre colonial. L'Inde, à travers sa politique de formation des Africains, a ainsi apporté sa pierre à l'édifice de la lutte anticoloniale, certes de façon peut-être moins manifeste que ce que le pouvoir colonial fragilisé s'était imaginé.

---

<sup>74</sup>Archives nationales du Kenya, Nairobi, ED/I/2327, 1955.